



---

## Rapport économique 2023

### ROUMANIE

Juin 2024

---

#### RÉSUMÉ

- En 2023, le contexte politique interne de la Roumanie reste caractérisé par la stabilité, conformément à l'engagement pris en 2021 par le Parti social-démocrate (PSD) et le Parti national libéral (PNL) lors de la formation de la coalition. La cohérence et l'efficacité du gouvernement n'ont pas été affectées par la rotation gouvernementale de juin 2023, qui a placé le social-démocrate Marcel Ciolacu à la tête du gouvernement après un an et demi de présence du libéral Nicolae Ciuca en tant que premier ministre. Le leader du PSD occupera le poste de premier ministre jusqu'aux élections législatives de décembre 2024 et il n'est pas exclu que ce partenariat pour la stabilité entre le PSD et le PNL se poursuive au-delà.
- Selon les données définitives de l'Institut national des statistiques sur l'économie roumaine en 2023, le PIB a atteint 1 605 milliards de lei (321 milliards d'euros), soit une hausse de 2,1 %.
- Selon le Rapport sur la situation macroéconomique en 2023 et ses projections pour 2024-2026, publié sur le site web du ministère des finances, la Roumanie est confrontée à des déficits jumeaux, à une structure budgétaire rigide, avec des parts élevées de dépenses salariales et d'assistance sociale dans les dépenses totales. Une réforme des dépenses est nécessaire pour créer un espace fiscal pour les dépenses d'investissement, le principal moteur de la croissance économique.
- La guerre en Ukraine a dominé la politique étrangère de la Roumanie et a consolidé son orientation européenne. La Roumanie condamne fermement l'agression russe et attache une grande importance à une réponse unie et déterminée de l'UE, en soutenant les sanctions. Le soutien de la Roumanie, qui s'est engagé à durer « aussi longtemps que nécessaire », s'est manifesté dans de multiples domaines : politique, judiciaire, militaire, humanitaire, aide aux céréales et aux exportations ukrainiennes et soutien ferme à l'adhésion de l'Ukraine à l'UE. Compte tenu de sa position stratégique, la Roumanie souhaite jouer un rôle central dans le processus de reconstruction de l'Ukraine.
- En tant qu'investisseur immédiat (intermédiaire), la Suisse se positionne à la 8ème place, pour l'année 2022, avec un total de 5,67 milliards d'euros (soit 4,3%) et en tant qu'investisseur final (réel), se positionne également à la 8ème place, totalisant 4 milliards d'euros d'investissements (soit 3,3%).

## TABLE DES MATIÈRES

<b>1</b>	<b>SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE</b> .....	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES</b> .....	<b>8</b>
<b>3</b>	<b>POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE</b> .....	<b>9</b>
3.1	Politique et priorités du pays hôte .....	9
3.2	Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif) ....	10
<b>4</b>	<b>COMMERCE EXTÉRIEUR</b> .....	<b>11</b>
4.1	Évolution et perspectives générales .....	11
4.1.1	<i>Commerce de marchandises</i> .....	11
4.1.2	<i>Commerce de services (si données disponibles)</i> .....	11
4.2	Commerce bilatéral .....	12
4.2.1	<i>Commerce de marchandises</i> .....	12
4.2.2	<i>Commerce de services (si données disponibles)</i> .....	12
<b>5</b>	<b>INVESTISSEMENTS DIRECTS</b> .....	<b>12</b>
5.1	Évolution et perspectives générales .....	12
5.2	Investissements bilatéraux .....	12
<b>6</b>	<b>PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE</b> .....	<b>13</b>
6.1	Instrument de la promotion économique extérieure suisse .....	13
6.2	Intérêt du pays hôte pour la Suisse .....	13
	ANNEXE 1 – Structure de l'économie .....	14
	ANNEXE 2 – Principales données économiques .....	15
	ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux .....	16
	ANNEXE 4 – Échanges commerciaux bilatéraux .....	16
	ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs .....	17

## 1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

**Situation politique en 2023** : En juin 2023, une première dans la politique roumaine a eu lieu, à savoir la rotation gouvernementale : conformément à l'accord de coalition, après un an et demi du Parti national libéral (PNL) à la tête de l'exécutif, les prérogatives de Premier ministre ont été confiées au leader du Parti social-démocrate (PSD), Marcel Ciolacu, qui a formé un nouveau cabinet PSD-PNL. C'est également à ce moment-là que l'Union démocratique des Hongrois de Roumanie (UDMR) a quitté la coalition gouvernementale. Malgré ce changement, la cohérence de l'acte de gouvernement n'a pas été affectée et les principales orientations et stratégies politiques établies lors de la formation de la coalition ont suivi leur cours. Les réalisations de la coalition PSD/PNL, tant sur le plan interne (gestion de la crise énergétique, nouvelle loi sur les retraites, consensus pour gérer des mouvements sociaux importants tels que la grève des enseignants, etc.) que dans le domaine de la politique étrangère (adhésion partielle de la Roumanie à l'espace Schengen, renforcement de sa position au sein de l'OTAN dans le contexte de la guerre en Ukraine) sont particulièrement encourageantes et les deux partis envisagent de poursuivre leur partenariat politique axé sur la stabilité au-delà de 2024.

**Budget 2023** : Le budget de l'État pour 2023, adopté par le Parlement le 14 décembre 2022, prévoit une **croissance économique de 2,8 %**. Il a été élaboré en tenant compte d'un PIB de 1 552,1 milliards de lei (env. 312,92 billions d'euros 1 euro=4,96 lei), d'une inflation annuelle moyenne de 9,6 %, de recettes du budget général consolidé de 539,6 milliards de lei (108,79 billions d'euros), avec une part des recettes totales dans le PIB de 34,8 %, et de dépenses du budget général consolidé de 607,9 milliards de lei (122,56 billions d'euros).

**Croissance économique 2023** : Selon les données définitives de l'Institut national des statistiques sur l'économie roumaine en 2023, le PIB a atteint 1 605 milliards de lei (321 milliards d'euros), soit une hausse de 2,1 %. L'investissement ont contribué à la croissance à hauteur de 3,6 % et la consommation finale à hauteur de 2,8 %. Le rythme de croissance a diminué de moitié par rapport à 2022, où l'économie locale a progressé de 4,1%, après avoir connu une croissance de 5,7% en 2021. Selon la dernière étude économique de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)<sup>1</sup> sur la Roumanie publiée le 12 mars 2024, l'économie du pays a enregistré de solides performances ces dernières années, entraînant une amélioration du niveau de vie et facilitant la convergence avec les pays membres de l'OCDE. Cependant, l'inflation persistante a exercé une pression sur le pouvoir d'achat des ménages. Les perspectives économiques de l'OCDE prévoient que le produit intérieur brut (PIB) de la Roumanie augmentera de 3,1 % en 2024 et de 3,3 % en 2025.

**Inflation 2023** : Le taux d'inflation annuel en Roumanie pour 2023 était de 5,1 %. En décembre 2023, selon l'INS, le taux d'inflation annuel était de 6,6 %, en baisse par rapport aux 6,72 % du mois précédent. La Banque nationale de Roumanie (BNR) a maintenu ses prévisions d'inflation pour 2023 à 7,5 % et les a révisées à 4,8 % pour 2024. L'inflation poursuivra sa trajectoire descendante également en 2024, atteignant un niveau de 4,2 pour cent à la fin de l'année, le BNR indique également<sup>2</sup>.

**Déficit budgétaire 2023** : [L'exécution du budget général consolidé pour 2023](#) s'est soldée par un déficit de 89,90 milliards de lei (18,12 billions d'euros), soit 5,68% du PIB, en baisse par rapport aux 5,76% de 2022, selon les données<sup>3</sup> du ministère des Finances. Les recettes totales se sont élevées à 521,45 milliards de lei (105,31 billions d'euros), en hausse de 13,3 % en glissement annuel, grâce aux recettes des fonds européens, aux impôts sur les salaires et les revenus et aux cotisations d'assurance. Les dépenses du budget général consolidé se sont élevées à 611,35 milliards de lei (124 billions d'euros), soit une augmentation de 13 % en termes nominaux par rapport à l'année précédente, ce qui a permis de maintenir la part du budget général consolidé à 38,6 % du PIB. En ce qui concerne les dépenses, les dépenses de personnel se sont élevées à 132,7 milliards de lei (26,75 billions d'euros), soit une augmentation de 12,8 % par rapport à l'année précédente. « Les calculs finaux sur l'état de l'exécution du budget et les données financières préliminaires pour 2023 donnent une image encourageante, bien qu'elle ne corresponde pas entièrement aux attentes initiales. C'est la fin d'une bonne année pour le pays et il y a les conditions nécessaires pour continuer les investissements des fonds européens, qui sont extrêmement importants pour la Roumanie, également en 2024 », a déclaré le ministre des finances Marcel Bolos, lors d'une conférence consacrée à l'exécution du budget pour 2023.

<sup>1</sup> [https://www.oecd-ilibrary.org/economics/oecd-economic-surveys-romania-2024\\_106b32c4-en](https://www.oecd-ilibrary.org/economics/oecd-economic-surveys-romania-2024_106b32c4-en)

<sup>2</sup> <https://www.bnro.ro/PublicationDocuments.aspx?icid=3922>

<sup>3</sup> <https://mfinante.gov.ro/domenii/bugetul-de-stat/informatii-executie-bugetara>

**Procédure de déficit excessif** : En 2023, la Roumanie était le seul pays de l'UE à faire l'objet d'une procédure de déficit excessif qui dure déjà depuis plus de 3 ans. Le pays a terminé l'année avec un déficit de 5,68 % du PIB, bien au-delà de son objectif de 4,4 % et les experts préviennent que l'année électorale 2024 sera encore pire. La Commission européenne a constaté, en juin 2024, que la Roumanie n'avait pas engagé d'action suivie d'effets pour mettre fin à sa situation de déficit excessif.

**Dettes publiques 2023** : En 2023, année de croissance économique, la dette du pays a augmenté à la fois en chiffres absolus et en part du PIB, ce qui signifie que la dette a augmenté plus rapidement que l'économie. La dette publique de la Roumanie a atteint 782 milliards de lei (156 milliards d'euros), soit 49 % du PIB de 1,6 trillion de lei au cours des quatre derniers trimestres pour lesquels des données sont disponibles. En 2023, 116 milliards de lei (23 milliards d'euros) ont été ajoutés à la dette publique. La dette a également augmenté en proportion du PIB en 2023, de 1,7 point de pourcentage. Dans son dernier rapport sur la Roumanie, publié tous les deux ans, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) indique qu'il existe des risques pour la dette publique à long terme de la Roumanie, l'un d'entre eux étant que la dette publique, en raison de taux d'intérêt élevés, croisse plus rapidement que l'économie et augmente ainsi la part de la dette publique dans le PIB.

**Déficit de compte courant et déficit commercial 2023** : La Roumanie a terminé l'année 2023 avec un déficit de la balance courante de -7,2 % du PIB contre -9,2 % du PIB en 2022 et un déficit du budget des ménages de -5,7 % du PIB contre -5,8 % du PIB en 2022, ce qui en fait [une exception dans l'UE en termes de déficits jumeaux](#), indique un rapport d'Erste<sup>4</sup>. En 2023, le déficit commercial (FAB/CIF) s'est établi à 28,94 milliards €, soit 5,14 milliards € (-15,1%) de moins qu'en 2022, selon les données de l'Institut national de la statistique (INS). Ainsi, les exportations FAB se sont élevées à 93,09 milliards €, soit une augmentation de 1,3%, tandis que les importations CAF se sont élevées à 122,04 milliards €, en baisse de 3,2% par rapport à 2022.

En ce qui concerne **le compte courant de la balance des paiements**, il a enregistré un déficit de 22,69 milliards d'euros en 2023, en baisse de 2,99 milliards d'euros par rapport à l'année précédente, soit 12,85% de moins que le déficit de 26 milliards d'euros en 2022, indique la Banque nationale de Roumanie<sup>5</sup>. La majeure partie du déficit des comptes courants provient du commerce international des biens, selon les données de la BNR. La balance des biens a enregistré un déficit de 29 milliards d'euros, en baisse de 2,99 milliards d'euros par rapport à 2022, tandis que la balance des services a enregistré un excédent de 204 millions d'euros pour atteindre 13 milliards d'euros. Le résultat positif dans le domaine des services a été principalement soutenu par le segment des transports, avec un excédent de 5,98 milliards d'euros, presque égal à l'excédent des services de télécommunication, d'informatique et d'information de 5,90 milliards d'euros. La balance des revenus primaires (y compris les revenus du travail, les revenus des investissements en actifs financiers, les impôts, les subventions) a enregistré un déficit de 8,5 milliards d'euros, en baisse de 9 millions d'euros, et la balance des revenus secondaires (y compris les transferts privés courants et les transferts des administrations publiques) a enregistré un excédent de 143 millions d'euros.

**La Roumanie, confrontée au défi des déficits jumeaux** : Les statistiques de ces dernières années montrent une tendance alarmante de l'économie roumaine, où les dépenses dépassent constamment les recettes de l'État, générant un déficit budgétaire, et où la valeur des importations est supérieure à celle des exportations, alimentant le déficit de la balance courante, ce qui souligne sa fragilité. « La Roumanie est confrontée à des déficits jumeaux, a une structure budgétaire rigide, avec des parts élevées de dépenses salariales et d'assistance sociale dans les dépenses totales, et une réforme des dépenses est nécessaire pour créer un espace fiscal pour les dépenses d'investissement, le principal moteur de la croissance économique. À court terme, il faut trouver un équilibre entre la nécessité de

<sup>4</sup> De nombreuses raisons expliquent le déficit persistant de la balance courante de la Roumanie : un faible taux d'épargne lié à l'investissement, une croissance économique rapide sur la voie du rattrapage de l'UE, la présence d'un commerce intertemporel sous la forme de l'importation de biens d'équipement aujourd'hui pour renforcer la capacité d'exportation à l'avenir, une destination commerciale attrayante pour les entreprises mondiales avec le rapatriement des bénéfices à des niveaux record, la dépendance opportuniste du pays à l'égard de conditions de financement extérieures favorables et, par conséquent, l'accumulation de la dette par rapport au reste du monde. 80 % de la détérioration de la balance des comptes courants entre 2013 et 2023 peut être attribuée au creusement du déficit commercial des biens. Le déficit commercial persistant de près de 9,0 % du PIB est à l'origine du déficit des comptes courants de la Roumanie. La balance des services a évolué positivement au cours des dix dernières années, tandis que les balances des revenus primaires et secondaires se sont légèrement détériorées. Les entrées de capitaux volatiles sous forme d'investissements de portefeuille, de prêts et de dépôts financent actuellement la majeure partie du déficit de la balance courante.

<sup>5</sup> <https://www.bnr.ro/page.aspx?prid=23840>

protéger les plus vulnérables du choc de ces événements majeurs et la nécessité de lutter en même temps contre l'inflation », indique le Rapport sur la situation macroéconomique en 2023 et ses projections pour 2024-2026, publié sur le site web du ministère des finances<sup>6</sup>. La Roumanie a constamment dépassé la limite de 3 % de déficit budgétaire depuis 2019, tombant ainsi sous le coup de la procédure de déficit excessif de la Commission européenne.

**Taux de chômage et marché de l'emploi** : Le marché du travail roumain a connu un certain nombre de changements importants en 2023, reflétant à la fois les tendances mondiales et les spécificités locales. D'une part, il y a eu une augmentation de l'emploi, des salaires et des opportunités d'emploi dans certains secteurs. D'autre part, des facteurs d'incertitude, tels que la guerre en Ukraine, la crise énergétique et l'inflation, pourraient avoir un impact négatif sur le marché du travail dans un avenir proche. En 2023, la population active de la Roumanie était de 8,152 millions de personnes, dont 7,696 millions avaient un emploi et 455,6 milliers étaient au chômage. La répartition de la population active par forme de propriété montre que **le secteur privé absorbe 82,8 % de la population active ; le secteur public concentre 16,6 % de la population active et 0,6 % des personnes actives travaillent dans le secteur mixte**. La participation au marché de l'emploi de certaines catégories demeure limitée : les disparités de genre demeurent parmi les plus élevées de l'UE – l'inactivité parmi les femmes atteignant 37,9%, principalement à cause du manque d'éducation et de la nécessité de s'occuper des enfants (manque de crèches et de jardins d'enfants en particulier dans les zones rurales). Selon la publication « [Romania-Zona Euro Monitor](#) » apparue un décembre 2023, sur la population active, seuls 5.5 millions ont un contrat de travail. De nombreuses personnes travaillent dans l'économie informelle, plus de 1,5 million de personnes perçoivent le salaire minimum, de nombreux citoyens ne cotisent pas au système d'assurance. Le pays a le taux de participation au marché du travail le plus bas de l'UE - 60 % contre plus de 78 % dans l'UE - et les rapports de la Banque mondiale, du FMI et de la Commission européenne le soulignent. Avec un taux de chômage de 21,8 % chez les jeunes de moins de 25 ans en décembre 2023, **la Roumanie affiche l'un des taux de chômage des jeunes les plus élevés parmi les États membres de l'UE**, selon les données d'Eurostat.

La Roumanie a été confrontée à un **exode massif de sa population ces dernières années**, ce qui a entraîné **une crise aiguë du marché du travail**. Selon les données officielles du ministère des affaires étrangères, plus de 6 millions de Roumains vivent à l'étranger. Toutefois, d'autres sources telles que le Département des Roumains de l'étranger affirment que ce chiffre est supérieur à 8 millions, voire à 10 millions, selon Repatriot (qui précise que ce chiffre inclut la deuxième génération d'émigrants, c'est-à-dire les enfants nés en dehors de la Roumanie). Selon des sources officielles, il y avait environ 145 000 postes vacants en Roumanie, et les spécialistes prévoient que la pénurie de main-d'œuvre atteindra 224 000 personnes en 2026. Dans le contexte de l'émigration et des tendances démographiques négatives, l'immigration légale peut être une solution pour compenser la pénurie de main-d'œuvre sur le marché du travail national, pour combler les lacunes de certaines compétences et pour soutenir la croissance économique. Face au nombre record de Roumains qui décident de quitter le pays, entraînant une pénurie massive de main-d'œuvre pour l'économie roumaine, le gouvernement a continué d'approuver un quota de 100 000 travailleurs étrangers en 2023 et 2024 pour couvrir les besoins réels du marché du travail roumain. Selon les données officielles du ministère du travail, près de 120 000 travailleurs étrangers travaillent en Roumanie, la plupart d'entre eux venant du Népal, du Sri Lanka, de Turquie, d'Ukraine, de Moldavie et d'Inde.

**Plan national de relance et résilience (PNRR) et absorption des fonds UE** : La Roumanie reçoit un financement de 28,5 milliards d'euros dans le cadre du PNRR, dont 13,6 milliards d'euros sous forme de subventions et 14,9 milliards d'euros sous forme de prêts. Jusqu'à présent, le pays a soumis trois demandes de paiement pour le remboursement des fonds alloués par le PNRR et a reçu un total de 9,4 milliards d'euros de fonds représentant le préfinancement (y compris REPowerEU), la première demande de paiement et la deuxième demande de paiement. Selon le ministre des investissements et des projets européens, Adrian Căciu, la Roumanie a fait des progrès remarquables au cours de l'année écoulée dans la mise en œuvre du PNRR : "Nous avons actuellement 36 milliards d'euros de contrats d'investissement signés, dont 21 milliards d'euros proviennent du PNRR. La Roumanie a déjà reçu 33,1% des fonds alloués par le biais du PNRR et 1,9 milliard d'euros exécutés en mars ont déjà été dépensés. Avec pragmatisme, nous devons accélérer la mise en œuvre et les fonds disponibles pour soutenir le développement de l'économie. ", a-t-il déclaré en mars 2024 lors de la conférence annuelle sur la mise en œuvre du plan national de relance et de résilience. Selon l'évolution des flux financiers<sup>7</sup> entre la Roumanie et l'UE (solde financier net) au 31.12.2023, en 17 ans, la Roumanie a absorbé

<sup>6</sup> <https://www.senat.ro/PAGINI/Buget/2023/Bugetul%20de%20Stat%20pe%20anul%202023/Raport%20buget%202023.pdf>

<sup>7</sup> [https://mfinante.gov.ro/documents/35673/920747/BFN\\_2024\\_02\\_29\\_rev.pdf](https://mfinante.gov.ro/documents/35673/920747/BFN_2024_02_29_rev.pdf)

92,1 milliards d'euros et a contribué avec 29,6 milliards d'euros au budget de l'UE. Selon la stratégie fiscale et budgétaire pour la période 2022-2024, la contribution de la Roumanie au budget de l'Union européenne était de 12,878 milliards de lei (2,58 milliards d'euros) en 2022, de 13,126 milliards de lei (2,63 milliards d'euros) en 2023 et sera de 13,376 milliards de lei (2,68 milliards d'euros) en 2024. Le 28 décembre 2023, selon un post Facebook du ministre des Investissements et des Projets européens (MIPE), Adrian Căciu, le taux d'absorption des fonds de cohésion était de 93,2, soit 20 points de pourcentage de plus qu'au début de l'année. Par périodes au cours de 2023, l'absorption des fonds de l'exercice 2014-2020 a été de 3 points de pourcentage dans les six premiers mois et de 17 points de pourcentage dans les six derniers mois.

**Mission au titre de l'Article IV du FMI, octobre 2023** : Après une performance robuste en 2022, la croissance s'est ralentie au cours du premier semestre 2023, les experts du FMI ont déclaré en octobre 2023, à l'issue de la mission annuelle au titre de l'article 4<sup>8</sup>. Ce ralentissement est principalement dû à une consommation plus faible, l'inflation élevée ayant érodé les salaires réels. Dans le même temps, les investissements publics et privés sont restés soutenus.

**Guerre en Ukraine et conséquences pour la Roumanie** : La guerre en Ukraine a dominé la politique européenne de la Roumanie en 2022 et 2023 et a renforcé son orientation euro-atlantique. Depuis le début du conflit, la Roumanie a fait preuve d'une immense solidarité et générosité envers le pays voisin, en accueillant les réfugiés, aider les autorités de Kiev à exporter leurs céréales, ou affirmer leur soutien aux efforts déployés par l'Ukraine pour s'intégrer dans les structures européennes et euro-atlantiques. Le pays a démontré être une alliée solidaire au sein de l'UE et envers l'Ukraine en s'engageant pour la défense des intérêts des pays de l'Est de l'UE, en particulier le renforcement des capacités de défense et de dissuasion du flanc oriental de l'OTAN et de la région de la mer Noire. Comme les autorités de Bucarest l'ont déclaré à plusieurs reprises, il est dans l'intérêt de la Roumanie que l'Ukraine soit un État indépendant, prospère et démocratique, intégré à l'UE et à l'OTAN, un État stable, prévisible et un bon voisin. C'est pourquoi la Roumanie a exprimé à plusieurs reprises son engagement à soutenir le pays voisin "aussi longtemps que nécessaire" pour recouvrer sa souveraineté sur les territoires occupés et pour l'aider à devenir un membre à part entière de la communauté démocratique européenne et euro-atlantique.

**La Roumanie peut jouer un rôle stratégique dans le processus de reconstruction de l'Ukraine** : Bien que la guerre en Ukraine se poursuive avec intensité, le débat se développe à Bucarest et au niveau international sur la manière dont le processus de reconstruction sera mené et sur ses sources de financement. La Roumanie bénéficie de trois avantages stratégiques dans le processus de reconstruction de l'Ukraine : État membre de l'OTAN, proximité géographique avec l'Ukraine ; ressources énergétiques, telles que les ressources en gaz de la mer Noire. Les autorités de Bucarest déclarent qu'avec un rôle stratégique vital en Europe de l'Est et dans le bassin de la mer Noire, la Roumanie a démontré, tant sur le plan politique que par la solidarité de la société et la mobilisation émotionnelle des Roumains en faveur des réfugiés ukrainiens, qu'elle mérite pleinement de devenir l'un des principaux acteurs qui coordonneront le processus de reconstruction en Ukraine, à la fois par une coopération directe avec Kiev, mais aussi dans des formats plus larges, au niveau régional ou avec des partenaires stratégiques. Dans ce contexte, l'un des objectifs stratégiques de la Roumanie est de lier la République de Moldavie à cet effort de reconstruction. L'approche de la Roumanie est basée sur l'idée que les actions des États qui seront impliqués dans la reconstruction de l'Ukraine doivent être complémentaires, et non compétitives, et que ce processus implique un effort à long terme et une coordination de l'ensemble de la communauté internationale

**Le port de Constanta, route- clé pour le trafic de marchandises** : Après l'éclatement de la guerre, le port de Constanta (plus grand port de la mer Noire et une importante plateforme céréalière) est devenu une route-clé pour le trafic de marchandises dans la région et dans le monde entier. Par ailleurs, la Roumanie participe activement aux efforts visant à faciliter le transit des exportations de céréales en provenance d'Ukraine et fait office de plaque tournante régionale, surtout via son port à Constanta. Selon les données de la Compagnie nationale d'administration des ports maritimes (CNAPM), le trafic total de marchandises sur la route de l'Ukraine s'est élevé à 25 millions de tonnes en 2023, contre 9,5 millions de tonnes en 2022.

Quant aux céréales ukrainiennes transitant par le port de Constanta, elles représentaient en 2023 plus de 14 millions de tonnes, contre 5,3 millions de tonnes en 2022. Grâce aux efforts de Bucarest, plus de 33

<sup>8</sup> <https://www.imf.org/en/News/Articles/2023/10/04/cs100423-romania-staff-concluding-statement-of-the-2023-article-iv-mission>



millions de tonnes de céréales ukrainiennes, représentant plus de 60% des produits transportés par les couloirs de solidarité de l'UE, ont transité par la Roumanie. Ces flux de marchandises détournés vers Constanta ont entraîné la congestion du port roumain et ont souligné la nécessité de moderniser les infrastructures portuaires et ferroviaires. Compte tenu de l'importance économique que le port de Constanta a acquise dans le contexte géostratégique déterminé par la guerre, le gouvernement roumain a approuvé fin 2022 un investissement d'un milliard d'euros pour la modernisation de l'infrastructure ferroviaire du port, un projet d'intérêt national inclus dans le plan directeur des transports de la Roumanie. La Compagnie nationale d'administration des ports maritimes de Constanta (CNAPM) a annoncé en mai 2023 qu'elle avait approuvé et qu'elle préparait des investissements de plus de 650 millions d'euros dans l'infrastructure portuaire, provenant à la fois de fonds européens et de ses propres sources. En septembre 2023, le gouvernement a lancé un grand projet d'infrastructure pour moderniser le port de Constanta, allouant 1.5 milliards de lei (environ 330 millions d'euros) pour l'expansion, la modernisation et la réhabilitation des routes et des passages dans le port de Constanta, ainsi que l'infrastructure de distribution d'électricité et d'approvisionnement en eau.

**En ce qui concerne le gaz**, dans un contexte de prévisions optimistes concernant la production nationale de gaz naturel, la Roumanie a enregistré une baisse significative des importations de gaz naturel en 2023, selon les données fournies par l'Institut national des statistiques (INS). Selon ces données, les importations de gaz naturel utilisable ont totalisé 2,117 millions de tonnes d'équivalent pétrole (tep), soit une baisse de 6,2 % par rapport à la même période de l'année précédente. En revanche, la production nationale de gaz naturel a enregistré une légère augmentation, totalisant 7,5 millions de tep en 2023, soit une hausse de 1,5 % par rapport à l'année précédente. Ces chiffres soulignent les efforts de la Roumanie pour renforcer ses ressources énergétiques nationales. Selon les estimations de la Commission nationale pour la stratégie et la prévision (CNSP), la production de gaz naturel devrait augmenter en moyenne de 3,6 % par an entre 2023 et 2026, ce qui compenserait la baisse enregistrée en 2022. Cependant, les importations de gaz naturel devraient diminuer de manière significative au cours de la période à venir. Le CNSP estime que les importations diminueront de 23,1 % en 2023 et continueront à baisser à un taux annuel moyen de 2,2 % jusqu'en 2026. Cette tendance pourrait être attribuée à la fois à l'augmentation de la production nationale et à d'éventuels changements dans la politique énergétique et commerciale du pays.

**Indépendance énergétique :** La Roumanie fait des progrès considérables dans la modernisation et la diversification de son système énergétique. Avec le soutien du gouvernement et du marché privé, le pays vise à devenir un leader régional dans le secteur de l'énergie tout en garantissant des conditions durables pour l'avenir. Le ministre de l'énergie, Sebastian Burduja, a récemment souligné que la Roumanie se concentre sur trois piliers principaux dans le secteur de l'énergie : la sécurité énergétique, la compétitivité économique et la promotion de l'énergie verte. Ces éléments sont essentiels pour garantir un système énergétique stable et durable. Le pays bénéficie d'un bouquet énergétique diversifié, avec une présence significative de combustibles fossiles mais aussi une évolution vers des sources plus propres et renouvelables. Dans le même temps, il dispose de diverses ressources énergétiques encore inexploitées et s'efforce d'accroître sa production, en particulier dans les domaines du gaz naturel et des énergies renouvelables. Le plan national de relance et de résilience prévoit l'élimination progressive du charbon et du lignite d'ici à la fin de 2032 et leur remplacement par des sources d'énergie renouvelables et à faible teneur en carbone, y compris, mais sans s'y limiter, l'hydrogène propre. La crise énergétique déclenchée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine a encore accéléré les préoccupations du gouvernement de Bucarest, qui souhaite prendre les mesures nécessaires pour parvenir à l'indépendance énergétique. C'est pourquoi le gouvernement a annoncé la présentation urgente au Parlement d'un nouveau projet de loi sur l'offshore, qui permettra de lancer l'exploitation du gaz de la mer Noire dans un cadre fiscal qui convienne à la fois à l'État roumain et aux investisseurs. La Roumanie a fixé des objectifs ambitieux en matière d'énergies renouvelables, afin d'augmenter leur part dans le bouquet énergétique total. L'énergie éolienne a connu une croissance substantielle, avec de nombreux parcs éoliens en activité, tandis que l'énergie solaire devient de plus en plus importante, en particulier dans les régions méridionales du pays. Le pays dispose de deux réacteurs nucléaires opérationnels à la centrale nucléaire de Cernavodă, qui fournissent une part importante de l'électricité du pays, mais aussi d'importantes réserves de gaz naturel et d'installations de production, ce qui en fait un acteur clé du marché régional du gaz naturel. L'accélération de la production d'énergie nucléaire par le développement de la centrale nucléaire de Cernavodă et le projet de petit réacteur modulaire (SMR) à Doicești joueront également un rôle clé pour assurer l'indépendance énergétique de la Roumanie. Selon les spécialistes, la bonne approche du secteur de l'énergie en Roumanie nécessite un équilibre entre les réalités économiques, sociales et environnementales, fournissant une orientation claire pour un avenir énergétique durable et abordable pour tous les Roumains.

## 2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

Le nombre de sociétés à capitaux étrangers nouvellement créées en Roumanie a diminué en 2023 de 4,86%, par rapport à 2022, pour atteindre 7 010 unités (avec un capital total souscrit s'élevait de 69.84 milliards de dollars), selon les données centralisées par l'**Office national du registre du commerce (ONRC)**. Les plus de 7 000 nouvelles sociétés avaient un capital social souscrit total de 125,66 millions de dollars, soit près de trois fois le capital souscrit des sociétés enregistrées entre janvier et décembre 2022, qui s'élevait à 45,56 millions de dollars.

Selon les données centralisées par l'Office national du registre du commerce (ONRC), les enregistrements d'entités à participation étrangère en Roumanie ont dépassé le seuil des 250 000 pour la première fois, avec un total de 251 226 d'entreprises en 2023, soit une hausse de 3 % par rapport à 2022 et de 13,8 % par rapport au niveau de 134 220 enregistré avant l'épidémie de COVID en 2019. Le plus grand nombre de sociétés à participation étrangère était détenu par des investisseurs italiens, soit 52 756 (capital souscrit de 3.31 milliards de dollars), mais la valeur la plus élevée du capital social appartenait à des sociétés néerlandaises, soit 13. 008 milliards de dollars, dans 6 084 sociétés. Au 31 décembre 2023, **3529 sociétés suisses**<sup>9</sup> opéraient en Roumanie avec un capital souscrit total de plus de **1,61 milliard d'euros**, la Suisse se classant au **10<sup>ème</sup>** rang, ce qui représente 3,32 % du capital total souscrit par les investisseurs étrangers.

**En ce qui concerne les opportunités pour les entreprises suisses en Roumanie**, on peut citer **l'infrastructure** (plus particulièrement les chemins de fer), **le domaine IT&C**, **le tourisme**, **les services financiers de type assurances/banques** ou encore **l'éducation**. Pour les chemins de fer, plusieurs projets sont prévus pour leur modernisation et l'investissements futurs dans ce domaine sont essentiels pour l'avenir du transport ferroviaire dans le pays, option moins polluante que le transport terrestre. Selon l'INS<sup>10</sup>, le réseau ferroviaire roumain avait à la fin du 2023 une longueur totale de 19 625 km de lignes, dont 8 501 km (43,3 %) électrifiés, ce qui en fait le septième plus long de l'UE, et selon le CIA World Factbook<sup>11</sup>, le 23e plus grand réseau ferroviaire au monde. Fin 2023, la Roumanie avait 10 615 km des lignes ferroviaires publiques en exploitation, dont un peu plus de 4'000 kilomètres de voies ferrées électrifiées, soit 450 km de plus qu'il y a 30 ans. Selon la direction du département de l'infrastructure de l'entreprise ferroviaire publique (CFR), 5,5 milliards d'euros, provenant principalement de fonds européens ont été investi par la Roumanie dans la modernisation de son infrastructure ferroviaire au cours des 20 dernières années. 864 millions d'euros sont alloués à la numérisation du système ferroviaire et au développement d'infrastructures routières durables, y compris des éléments numériques dans le Plan national de redressement et de résilience (PNRR), qui prévoit aussi de moderniser 300 km de voies ferrées et d'acheter des nouveaux trains à hydrogène – à titre expérimental. Autres objectifs pertinents pour la réforme dans le domaine du transport ferroviaire ont également été fixés par le PNRR. Ils visent à augmenter de 25 % d'ici 2026 le trafic ferroviaire sur le réseau roumain.

**La Suisse**, avec son expérience dans ce secteur et sa capacité d'innovation en matière d'infrastructures et de technologies ferroviaires pourrait apporter une valeur ajoutée dans la réhabilitation/modernisation et les études de faisabilité dans le domaine. Les entreprises suisses sont intéressées à venir en Roumanie, en particulier pour améliorer la qualité du matériel roulant pour l'infrastructure ferroviaire, a déclaré le ministre des Transports Sorin Grindeanu lors d'une visite à Berne le 20 juin 2024, après un dialogue sur l'approfondissement de la coopération bilatérale en matière de transport avec Guy Parmelin, coordinateur du Département fédéral de l'économie. Des thèmes liés à la modernisation, à la systématisation et à l'automatisation du réseau ferroviaire en Roumanie ont également été abordés avec le conseiller fédéral Albert Rösti, chef du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication. L'intérêt de la partie roumaine pour l'expertise en matière d'optimisation des opérations de transport ferroviaire a également été exprimé lors des discussions avec Vincent Ducrot, directeur des Chemins de fer fédéraux suisses (CFF).

**En ce qui concerne le domaine IT&C**, la Roumanie dispose d'un véritable vivier de talents. De plus, le secteur IT&C a enregistré le plus fort taux de croissance du nombre d'employés ces dernières

<sup>9</sup> <https://www.onrc.ro/index.php/ro/statistici?id=254>

<sup>10</sup> [https://insse.ro/cms/sites/default/files/field/publicatii/lungimea\\_cailor\\_de\\_transport\\_la\\_sfarsitul\\_anului\\_2023.pdf](https://insse.ro/cms/sites/default/files/field/publicatii/lungimea_cailor_de_transport_la_sfarsitul_anului_2023.pdf)

<sup>11</sup> <https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/romania/>



années (11%), par rapport aux autres secteurs d'activité en Roumanie et s'est déjà imposé comme un important moteur de croissance nationale, reconnu sur le marché de l'emploi pour ses salaires attractifs et le grand nombre de postes offerts aux candidats. Cependant, paradoxalement, en matière de digitalisation du pays, malgré l'apport important du secteur IT&C au PIB, la Roumanie se classe 27<sup>ème</sup> sur 27 États membres de l'UE dans l'édition 2022 de le rapport annuel de la Commission européenne sur l'indice de l'économie et de la société numériques (DESI), avec un score de 30,6 points, alors que la moyenne de l'UE est de 52,3 points<sup>12</sup>. Le gouvernement conduit la transformation numérique du secteur public par le biais de la politique publique d'e-gouvernement pour 2021-2030 (adoptée le 3 juin 2021), le projet phare visant à établir un cadre pour les services et les outils de l'administration en ligne. Le PNRR comprend des mesures liées en tout ou en partie aux compétences numériques ou à la réalisation de grands projets de digitalisation du gouvernement, en consacrant 5,97 milliards d'euros (soit 20,5 % de la dotation totale de la Roumanie) au numérique. Leur mise en œuvre contribuerait à une augmentation stable des performances de la Roumanie dans toutes les dimensions du DESI. Le budget total spécifiquement alloué au développement des compétences numériques est d'environ 1,817 milliards d'euros.

**Le tourisme et l'hôtellerie** jouent un rôle économique et social important en Roumanie (en tant que source potentielle de revenus et d'emplois), mais ils sont insuffisamment exploités par rapport à leur potentiel considérable, compte tenu de la richesse des ressources naturelles, telles que la réserve de biosphère du delta du Danube, inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO, d'innombrables parcs et réserves naturelles, de lacs et de rivières, de villages pittoresques et de paysages ruraux où l'on peut admirer la vie traditionnelle, de villes médiévales, de monastères, de sites archéologiques et de villages fortifiés, ou encore d'innombrables festivals de traditions et de folklore. Malgré son important potentiel touristique, ce secteur ne contribue pas de manière significative à la création du produit intérieur brut (moins de 4 % du PIB), mais n'est pas non plus une activité à négliger, compte tenu de l'effet d'entraînement sur la consommation d'autres activités économiques (effet multiplicateur qui devrait apporter davantage de prospérité, en particulier aux communautés de destination - non seulement aux acteurs de l'industrie du tourisme, mais aussi aux industries connexes. Toutefois, la Roumanie fait partie des pays de l'Union européenne qui connaîtront la plus forte augmentation du nombre de touristes étrangers en 2023, selon les données d'Eurostat. Avec une augmentation de 7 % par rapport à l'année précédente, supérieure à la moyenne européenne (6 %), la Roumanie se classe au 10<sup>e</sup> rang. Grâce à son expertise considérable dans le domaine des services touristiques de qualité et du tourisme durable, **la Suisse, avec son et son histoire à succès dans le domaine, peut être un modèle à appliquer au tourisme roumain.**

**En matière de formation duale, la Suisse peut également faire la différence en Roumanie,** notamment grâce à son expertise et à sa deuxième contribution à travers le « Programme de formation duale » pour lequel 10 millions de francs suisses sont alloués. Les représentants du gouvernement roumain ont déclaré à plusieurs reprises que les réformes en cours dans le domaine de la formation professionnelle duale constituaient une priorité pour la Roumanie. Le gouvernement roumain a approuvé, par le biais d'un mémorandum, une augmentation de l'allocation budgétaire de plus de 250 millions d'euros pour l'appel à projets pour le développement de consortiums régionaux et de campus professionnels intégrés, augmentant ainsi le budget d'investissement dans l'apprentissage en alternance à plus de 588 millions d'euros. Cela permettra de financer 29 campus d'éducation duale dans les 8 régions de développement, selon un [communiqué de presse](#) du ministère de l'éducation. Bien que l'argent du PNRR soit destiné à 10 consortiums régionaux, le gouvernement et le ministère de l'éducation ont décidé de trouver un financement pour 29 projets déclarés éligibles, a annoncé Ligia Deca le 22 juin 2023. L'objectif est que "d'ici 2025-2026, jusqu'à 40 % des élèves soient inscrits dans un parcours dual", a déclaré la ministre de l'Éducation. Actuellement, 16 consortiums régionaux pour la formation en alternance sont financés. L'objectif du ministère est que l'ensemble de l'enseignement technologique soit dispensé dans un système dual d'ici 2029, soit plus de la moitié des lycéens roumains. La Suisse, où l'apprentissage dual est une réussite, peut être un partenaire fiable dans le soutien de ces réformes, mais aussi en termes de bonnes pratiques dans ce domaine.

### 3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

---

#### 3.1 Politique et priorités du pays hôte

<sup>12</sup> <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/library/digital-economy-and-society-index-desi-2022>

Pour la Roumanie, membre de l'UE depuis 2007, **les relations économiques et commerciales avec l'UE demeurent une priorité**. Le pays reste déterminé à rejoindre la zone euro, mais les efforts des autorités sont actuellement « axés sur le redressement économique et social après la pandémie de COVID-19 et sur l'atténuation des effets négatifs du conflit militaire en Ukraine », selon le projet de convergence 2022-2025. Par ailleurs, la Roumanie ne remplit aucun des quatre critères d'adhésion à la zone euro (stabilité des prix, solidité des finances publiques, stabilité des taux de change et convergence des taux d'intérêt à long terme), selon le rapport de convergence de la [Commission européenne \(juin 2024\)](#), qui sert de base à la décision du Conseil de l'UE pour déterminer si un État membre remplit les conditions nécessaires à l'adhésion. Selon les experts, dans des conditions optimales, le passage de la Roumanie à l'euro ne pourrait pas avoir lieu avant 2028.

En janvier 2022, le Conseil de l'**Organisation de coopération et de développement économiques** (OCDE) a décidé d'ouvrir des négociations d'adhésion avec la Roumanie, un objectif majeur de la politique étrangère du pays depuis 2004, année de la première demande d'adhésion. L'ouverture des négociations est la preuve que l'économie roumaine a évolué dans la bonne direction ces dernières années. Selon la feuille de route reçue en juin 2022, la Roumanie sera évaluée par 26 comités de l'OCDE et devra intégrer plus de 250 instruments juridiques au niveau de la législation, des politiques et des pratiques nationales. En décembre 2022, la Roumanie a soumis un Mémoire initial, présentant une auto-évaluation de l'alignement de la législation, des politiques et des pratiques de la Roumanie avec chaque instrument juridique de l'OCDE en vigueur. Le 24 juillet 2023, la Roumanie a soumis, au siège de l'OCDE à Paris, l'instrument de ratification de la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales (Convention anti-corruption).

En matière de coopération régionale, la Roumanie entretient de très bonnes relations politiques et économiques avec la **République de Moldavie**. Le dialogue politique s'est poursuivi en 2023 dans le cadre général d'une coopération bilatérale et européenne étroite, caractérisée par la réitération de l'engagement clair et ferme de la Roumanie envers la République de Moldavie et sa résilience. La Roumanie a toujours été solidaire avec sa voisine, mais après l'invasion russe de l'Ukraine, cette solidarité s'est amplifiée. La Roumanie finance de nombreux projets ayant un impact positif sur la République de Moldavie et investit constamment dans les communautés du pays voisin et dans projets d'interconnexion des réseaux nationaux de transport de gaz et d'électricité, ainsi que d'autres projets nécessaires pour assurer la sécurité énergétique de la Moldavie. La Roumanie était l'initiatrice (aux côtés de l'Allemagne et de la France), d'une plateforme de soutien à la Moldavie, afin de la soutenir dans sa gestion des réfugiés ukrainiens et ses pas vers une indépendance énergétique vis-à-vis de la Russie. De plus, la Roumanie a été la première à plaider en faveur de la Moldavie pour l'obtention du statut de pays candidat à l'UE auprès de Bruxelles. Depuis 2014, avec la signature des accords d'association et de libre-échange avec l'Union européenne, la Roumanie est le principal partenaire commercial de la Moldavie, en 2023 dépassant la Fédération Russe. La Roumanie est également le plus grand investisseur étranger avec plus de 400 millions d'euros, tandis que les investissements moldaves en Roumanie ont dépassé 80 millions d'euros. Le commerce entre les deux pays a triplé en l'espace de 10 ans, passant d'un milliard d'euros à trois milliards d'euros. Cela a été possible grâce à l'intégration économique entre les deux pays, dans laquelle la modernisation et l'interconnexion des infrastructures jouent un rôle essentiel. D'ici 2030, il est prévu de rénover ou de construire neuf ponts reliant les deux pays à travers la rivière Prut, de raccorder les autoroutes et de moderniser les voies ferrées reliant les deux pays.

La Roumanie soutient les efforts de stabilisation et de développement dans les **Balkans occidentaux**, qui visent à renforcer la sécurité dans la région, ainsi que les perspectives de coopération renforcée avec l'UE. Dans le nouveau contexte sécuritaire de la mer Noire provoqué par la guerre, le partenariat stratégique de la Roumanie avec **la Turquie** est d'autant plus pertinent. Outre les récents changements dans les flux commerciaux dus au conflit, la coopération roumano-turque se présente sous une nouvelle lumière. La Turquie est le premier partenaire commercial de la Roumanie en dehors de l'Union européenne et l'un des partenaires les plus importants dans le commerce international total de la Roumanie, à la fois en termes d'exportations et d'importations. Le commerce bilatéral a connu une croissance régulière ces dernières années, approchant les 10 milliards d'euros en 2023, mais l'objectif des deux gouvernements est qu'il atteigne 15 milliards d'euros.

### 3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)

Les relations économiques entre les deux pays sont soumises aux Accords bilatéraux. Il n'y a pas de discrimination particulière observée à l'égard de la Suisse. En revanche, l'instabilité politique et

fiscale peut freiner la Suisse à investir sur le long terme. Les deux pays sont liés par un accord de double imposition ainsi que par un accord de promotion et de protection des investissements.

La première contribution suisse à la Roumanie, d'un montant de 181 millions de CHF, a pris fin en décembre 2019. Les projets déroulés sous ses auspices ont permis de renforcer les relations bilatérales entre les deux pays. En septembre 2021, le Parlement suisse a voté en faveur d'une deuxième contribution à 13 États membres de l'UE. Le 12 décembre 2022, le Président de la Confédération, Ignazio Cassis, et le ministre des Finances roumain, Adrian Căciu, ont signé – en présence du Président Klaus Iohannis – l'accord-cadre pour la mise en œuvre de la seconde contribution. Dans ce cadre, la Roumanie se verra allouer 221.5 millions CHF, soit le deuxième plus grand montant après la Pologne. Les thèmes sont similaires à la première contribution : formation duale ; recherche et innovation ; financement pour PME ; sécurité publique ; efficacité énergétique et énergies renouvelables ; transports publics ; santé et protection sociale ; minorités et groupes défavorisés ; engagement civique et transparence. Cette seconde contribution sera, une fois de plus, l'occasion de renforcer les relations bilatérales et de soutenir la Roumanie dans la réduction des disparités sociales et économiques.

## 4 COMMERCE EXTÉRIEUR

### 4.1 Évolution et perspectives générales

En 2023, le commerce extérieur de la Roumanie a connu quelques évolutions intéressantes en s'élevant à 214.14 milliards d'euros. Les exportations du pays se sont élevées à 93.1 milliards d'euros, tandis que les importations ont atteint 122.04 milliards d'euros<sup>13</sup>. Par rapport à 2022, les exportations ont légèrement augmenté de 1,3 %, tandis que les importations ont diminué de 3,2 %, reflétant une légère amélioration de la balance commerciale. Le déficit commercial s'est élevé à 28.94 milliards d'euros, soit une réduction significative de 15,1 % par rapport à 2022 quand il a atteint le chiffre record de 34,1 milliards d'euros. En 2021, il n'était que de 23,7 milliards d'euros, selon Eurostat. L'interaction avec l'Union européenne est restée le pivot du commerce extérieur de la Roumanie, 72,6 % des exportations et 73,3 % des importations ayant lieu avec des États membres de l'UE, ce qui souligne non seulement l'importance du bloc de l'UE en tant que partenaire commercial majeur, mais aussi l'intégration profonde de l'économie roumaine dans les chaînes de valeur européennes.

#### 4.1.1 Commerce de marchandises

Le déficit commercial de la Roumanie s'est réduit en 2023 de 15,1% par rapport à 2022, à 28,9 milliards d'euros, les exportations ayant augmenté de 1,3% en glissement annuel et les importations ayant diminué de 3,2%, selon les données publiées par l'Institut national des statistiques (INS). En valeur, les exportations ont totalisé 93 milliards d'euros et les importations 122 milliards d'euros. En 2023, les machines et le matériel de transport (44,8% pour les exportations et 36,8% pour les importations) et les autres produits manufacturés (29,8% pour les exportations et 28,7% pour les importations) occupent une place importante dans la structure des exportations et des importations. La valeur des échanges de biens intra-UE27 s'est élevée à 67,5 milliards d'euros pour les expéditions et à 89,5 milliards d'euros pour les importations, soit 72,6% du total des exportations et 73,3% du total des importations. La valeur des échanges de biens extra-UE27 en 2023 a été de 25,5 milliards d'euros pour les exportations et de 32,5 milliards d'euros pour les importations, représentant 27,4% du total des exportations et 26,7% du total des importations.

#### 4.1.2 Commerce de services

Le commerce international de services de la Roumanie s'est diversifié en 2022, l'excédent avec les pays non membres de l'UE passant à 45 % du total contre 33 % en 2021, se rapprochant ainsi de l'excédent de la zone euro. En Roumanie, l'excédent par rapport au PIB a augmenté en 2022 pour atteindre 4,4 % contre 3,9 % en 2021, revenant ainsi au niveau de 2020. L'augmentation de l'excédent est principalement due aux échanges avec les pays non membres de l'UE. Selon les [données provisoires de la Banque nationale de Roumanie](#), le compte courant de la balance des paiements a enregistré un déficit de 22 694 millions d'euros entre janvier et décembre 2023, contre 26 040 millions d'euros entre janvier et décembre 2022. Dans sa structure, la balance des biens a enregistré un déficit plus faible de 2 990

<sup>13</sup> <https://editie.ro/index.php/actualitate/86-national/17040-ins-evolutia-comertului-international-al-romaniei-in-2023>

millions d'euros, la balance des services a enregistré un excédent plus important de 204 millions d'euros, la balance des revenus primaires a enregistré un déficit plus faible de 9 millions d'euros et la balance des revenus secondaires a enregistré un excédent plus important de 143 millions d'euros.

## 4.2 Commerce bilatéral

### 4.2.1 Commerce de marchandises

Si en 2022, la Suisse était le 20<sup>ème</sup> partenaire d'importation de la Roumanie avec 1% du total, soit 1,249 milliards d'euros (3,39% de plus qu'en 2021), en 2023, elle n'est pas entrée dans le top 20 des partenaires d'importation de la Roumanie, selon l'Institut national de la statistique. La valeur des importations en provenance de la Suisse en 2023 était de 1080,9 millions d'euros, soit une baisse de 13,5% par rapport à l'année précédente. En termes d'exportations, comme l'année précédente, la Suisse ne figure pas non plus parmi les 20 premiers pays vers lesquels la Roumanie exporte en 2023. Le montant des exportations s'est élevé à 753,3 millions d'euros, soit une augmentation de 12,7 % par rapport à 2022 (668,5 millions d'euros). Il s'agit du montant d'exportations le plus élevé vers un pays de l'AELE (devant la Norvège).

Les chiffres présentés par l'Office fédérale des douanes sont légèrement plus élevés que les chiffres roumains. Les exportations suisses ont principalement concerné la chimie/pharmacie (58,7%), les machines et appareils (19,2%), les métaux (8%), l'horlogerie (3,8%) ainsi que les métaux (3,2%). Quant aux importations, la Suisse a importé des machines & électronique (22,2%), des textiles et chaussures (18,5%), des véhicules (16,3%), des métaux (13,1%) ainsi que de la chimie/pharmacie (7,4%).

### 4.2.2 Commerce de services (si données disponibles)

La Banque nationale roumaine ne dispose pas de classification concernant le commerce des services par pays. Seules les données totales sont accessibles. Selon la [Banque Nationale Suisse](#), en 2022, le volume des **échanges de services** avec la Roumanie a atteint **775 mio CHF**, contre 747 mio CHF en 2021 (+4%)<sup>14</sup>.

## 5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

### 5.1 Évolution et perspectives générales

Selon les [données estimées](#) de la Banque nationale de Roumanie<sup>15</sup>, les investissements directs des non-résidents en Roumanie se sont élevés à 6 587 millions d'euros en 2023 (contre 10 039 millions d'euros pour la période janvier-décembre 2022), dont les prises de participation (y compris les bénéfices nets réinvestis estimés) se sont élevées à un montant net de 6 548 millions d'euros et les prêts intragroupes à un montant net de 39 millions d'euros. Selon une étude d'attractivité publiée par EY en juin 2024, la Roumanie peut renforcer sa position en tant que centre attractif pour l'investissement durable. Bien que le nombre de projets d'investissements directs étrangers (IDE) en Roumanie en 2023 ait chuté de 13 %, l'optimisme des investisseurs reste fort, 67 % d'entre eux anticipant une augmentation de l'attractivité du pays en tant que destination d'investissement au cours des trois prochaines années, contre 41 % l'année précédente.

En 2022<sup>16</sup> les trois premiers investisseurs intermédiaires sont : Pays-Bas - 23,6 milliards d'euros, soit 21,9% du total des IDE ; Allemagne -14,01 milliards d'euros, soit 13% ; Autriche – 12,9 milliards d'euros, soit 12%. Les trois investisseurs finaux (réels) sont : Allemagne – 16,12 milliards d'euros, soit 13% ; Autriche – 11,54 milliards d'euros, soit 12% ; France – 10,51 milliards d'euros, soit 9,6%.

### 5.2 Investissements bilatéraux

En tant qu'investisseur immédiat (intermédiaire), la Suisse se positionne à la 8<sup>ème</sup> place, pour l'année

<sup>14</sup> [Banque Nationale Suisse, Bundesamt für Statistik](#)

<sup>15</sup> Chaque année fin septembre, la Banque nationale de Roumanie publie le rapport avec les données officielles sur les investissements étrangers de l'année précédente. À partir de 2020, dans ces rapports officiels, la répartition du solde des IDE par pays d'origine est effectuée, selon le pays d'origine de l'investisseur immédiat (intermédiaire) et de l'investisseur final (bénéficiaire effectif final). Le rapport de la BNR avec les données officielles sur les investissements étrangers en 2023 sera publié fin septembre 2024.

<sup>16</sup> <https://www.bnr.ro/PublicationDocuments.aspx?icid=9403>

2022, avec un total de 5,67 milliards d'euros (soit 4,3%) d'investissements directs<sup>17</sup> en conservant la même 8<sup>ème</sup> place dans le classement en 2021 (5,08 milliards d'euros). En tant qu'investisseur final (réel), la Suisse se positionne également à la 8<sup>ème</sup> place, totalisant 4 milliards d'euros d'investissements pour 2022 (soit 3,3%). Le pays perd une place dans le classement, par rapport à la 7<sup>e</sup> place en 2021 (3,61 milliards d'euros).

Les grandes entreprises suisses présentes en Roumanie sont de renommée internationale. Les secteurs économiques qui ont attiré le plus d'investissements suisses sont : l'industrie pharmaceutique, l'industrie des matériaux de construction, les produits chimiques et pétrochimiques, l'informatique et les télécommunications, l'aéronautique, l'énergie, y compris les biocarburants et les énergies renouvelables, l'alimentation, l'élevage, l'immobilier et d'autres encore. De nombreuses PME suisses sont également présentes et activent dans divers domaines, tels que : conseil fiduciaire, imprimerie, appareils électriques, textile, fournisseurs de productions automobiles, production de composants plastiques, IT&C. Dans le secteur primaire, des entreprises suisses sont également actives, où elles produisent des produits *bio* pour le marché occidental.

## 6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

### 6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

De nombreuses entreprises suisses regardent la Roumanie avec grand intérêt et espèrent découvrir son potentiel en matière d'innovation, d'énergies renouvelables et de technologies du futur, pour n'en citer que quelques-unes. Néanmoins, il est primordial qu'elles trouvent ici un environnement d'affaires stable et prévisible. L'Ambassade de Suisse est une interlocutrice importante pour les entreprises suisses qui souhaitent des renseignements au sujet des possibilités d'investissements et de commerce en Roumanie. La représentation suisse collabore étroitement avec la Chambre de commerce Suisse-Roumanie (CCE-R), pour répondre aux questions des entreprises au sujet d'éventuels obstacles administratifs/réglementaires, juridiques, de même que sur les risques de corruption. L'Ambassade de Suisse a également signé un accord de partenariat avec la CCE-R, afin de promouvoir le *Swiss Sponsors' Fund*. Cette initiative permet aux membres de la CCE-R de devenir sponsors de projets culturels/artistiques/éducatifs, soutenus par l'Ambassade, qui ont un lien direct ou indirect avec la Suisse. Il n'existe pas d'institution en Roumanie qui s'occupe de la promotion des exportations suisses. Néanmoins, le *Swiss Global Entreprises* (S-GE) offre des services d'informations qui permettent de comparer différents pays. Le S-GE coopère avec la CCE-R ainsi qu'avec la Chambre de commerce Suisse-Europe centrale (SEC).

### 6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse

La Suisse semble devenir l'une des destinations touristiques préférées des Roumains, en particulier pour les séjours en ville, selon les données de Kiwi.com, l'une des principales entreprises de technologie de voyage. En 2023, le nombre de réservations effectuées par les Roumains pour des vols vers la Suisse a augmenté de 27,5 % par rapport à 2022, tandis que le nombre de voyageurs a également augmenté de 37 %. La ville suisse la plus populaire pour les vacanciers roumains est Berne, suivie de Genève et de Zurich. La plupart des Roumains se rendent en Suisse depuis Bucarest, suivi de près par Iasi et Cluj-Napoca. De plus, selon Kiwi.com, les Roumains sont la troisième nation la plus populaire pour voyager en Suisse dans le monde.

Investissements roumains significatifs en Suisse demeurent une exception mais ils existent. Le 6 septembre 2018, l'investissement de TUDOR Tech SA (président Mircea Tudor) a été inauguré dans le parc technologique de Saint-Imier, canton de Berne, actif dans la production de systèmes de sécurité pour les aéroports et les frontières (scanners à grande vitesse, etc.). Selon le guide des entreprises pour la Confédération suisse (2023) publié par le ministère roumain du tourisme et de l'entrepreneuriat<sup>18</sup>, les petites et moyennes entreprises appartenant à des investisseurs roumains sont actives en Suisse dans les domaines de l'informatique, de la construction, de l'industrie cosmétique, de la restauration, des petites unités de production industrielle, du commerce de détail, des services dans le domaine de la distribution et de l'approvisionnement en énergie, des cabinets médicaux et dentaires, de l'œnologie, etc.

<sup>17</sup> <https://www.bnr.ro/PublicationDocuments.aspx?icid=9403> , file:///C:/Users/BOGGA/Downloads/ISD2022%20(3).pdf (page 48)

<sup>18</sup> [http://www.imm.gov.ro/adaugare\\_fisiere\\_imm/2018/11/Indrumar-de-afaceri-Elvetia-2023-1.pdf](http://www.imm.gov.ro/adaugare_fisiere_imm/2018/11/Indrumar-de-afaceri-Elvetia-2023-1.pdf)



**En matière d'éducation**, la Suisse reste, aux yeux de la Roumanie, un centre d'excellence, d'où un intérêt marqué de la part d'étudiant-e-s de se rendre en Suisse.

**En ce qui concerne la place financière suisse**, il n'existe pas d'institution financière helvétique sur le marché roumain, mais les autorités de Bucarest sont convaincues que si le pays parvient à satisfaire aux critères d'adhésion à l'OCDE (dont beaucoup coïncident avec les engagements déjà pris dans le cadre du PNRR), cela constituera un signal de confiance pour le système bancaire suisse, qui envisagera d'investir ici.

## **CONCLUSIONS**

- L'économie roumaine a ralenti pour atteindre 2,1 % en 2023, sous l'influence d'une inflation plus élevée et d'une demande extérieure plus faible. La croissance économique devrait s'accélérer en 2024, soutenue par la consommation privée, bénéficiant de l'augmentation des revenus disponibles, et les investissements financés par l'UE. Les pressions sur le déficit budgétaire et le déficit de la balance courante resteront élevés, ce qui nécessitera des réformes structurelles. Une légère accélération de la réduction de la pauvreté est attendue en 2024 grâce à une croissance économique plus robuste. Les politiques budgétaires procycliques ont alimenté la consommation, ce qui a entraîné la persistance de déficits jumeaux élevés, affirment les experts des institutions financières internationales.
- La Roumanie a réalisé des progrès considérables en termes de performances économiques et de convergence avec l'Union européenne (UE), mais doit relever des défis pour promouvoir un développement plus inclusif et durable, tant sur le plan économique qu'environnemental. Parmi ces défis figurent les disparités régionales, un développement institutionnel insuffisant, une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, une mauvaise connectivité et une vulnérabilité aux risques naturels et au changement climatique.

## ANNEXE 1 – Structure de l'économie

### Structure de l'économie du pays hôte

	2016	2022	2023
<b>Répartition du PIB</b>			
Secteur primaire	3,9%	4,5%	3,9%
Secteur manufacturier	29,1%	28,8%	27,6%
Services	45,2%	57,7%	59,8%

	2016	2022	2023
<b>Répartition de l'emploi</b>			
Secteur primaire	23,1%	13,3%	14%
Secteur manufacturier	28,7%	38%	37,9%
Services	48,2%	48,7%	48%
– dont services publics	13,8%	17,3%	16,6%

Source(s): Romania in figures, 2024, National Institute of Statistics :

[https://insse.ro/cms/sites/default/files/field/publicatii/romania\\_in\\_cifre\\_2024\\_0.pdf](https://insse.ro/cms/sites/default/files/field/publicatii/romania_in_cifre_2024_0.pdf)



## ANNEXE 2 – Principales données économiques

## Principales données économiques du pays hôte

	2021	2022	2023
<b>PIB (USD mia)*</b>	<b>285.61</b>	<b>301.27</b>	<b>345.89</b>
<b>PIB/habitant (USD)*</b>	<b>14 870</b>	<b>15 820</b>	<b>18 180</b>
<b>Taux de croissance (% du PIB)*</b>	<b>5.9</b>	<b>4.6</b>	<b>2.1</b>
<b>Taux d'inflation (%)*</b>	<b>8.2</b>	<b>16.4</b>	<b>6.6</b>
<b>Taux de chômage (%)*</b>	<b>5.6</b>	<b>5.6</b>	<b>5.6</b>
<b>Solde budgétaire (% du PIB)*</b>	<b>-6.7</b>	<b>-5.8</b>	<b>-5.7</b>
<b>Solde des transactions courantes (% du PIB)*</b>	<b>-7.2</b>	<b>-9.1</b>	<b>-7.1</b>
<b>Dette extérieure totale (% du PIB)**</b>	<b>51.7</b>	<b>50.5</b>	<b>51.7</b>
<b>Service de la dette (% des exportations)***</b>	<b>20.4</b>		
<b>Réserves (mois d'importations)**</b>	<b>3.9</b>	<b>4.3</b>	<b>4.7</b>

\* Source : FMI, *Data Mapper*, <https://www.imf.org/en/Countries/ROU#> ; <https://www.imf.org/external/datamapper/profile/ROU>

\*\* Source : FMI, Article IV, septembre 2023 ; <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2023/12/07/Romania-2023-Article-IV-Consultation-Press-Release-and-Staff-Report-IMF-Country-Report-No-542184>

\*\*\* Source : Banque mondiale (les données pour 2021, 2022 et 2023 ne sont pas encore disponibles) <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/DT.TDS.DECT.EX.ZS?locations=RO>

## ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

## Partenaires commerciaux du pays hôte

année : 2023

Perspective selon le pays hôte

Ran g	Pays	Exportations par le pays hôte (EUR millions)	Part	Var. <sup>19</sup>	Ran g	Pays	Importations par le pays hôte (EUR millions)	Part	Var.
1	Allemagne	19404,1	20,8%	106,3%	1	Allemagne	23671,8	19,4%	105,5%
2	Italie	9466,7	10,2%	102,2%	2	Italie	10564,8	8,7%	102,5%
3	France	5906,9	6,3%	106,7%	3	Hongrie	7902,0	6,5%	96,5%
4	Hongrie	5273,8	5,7%	77,7%	4	Pologne	7625,5	6,2%	102,5%
5	Bulgarie	3864,6	4,2%	108,5%	5	Chine	6759,6	5,5%	91,6%
6	Pologne	3426,5	3,7%	97,9%	6	Turquie	6364,3	5,2%	105,2%
	UE	67574,5	72,6%	101,7%		UE	89500,8	73,3%	100,2%
	<b>Total</b>	<b>93098,1</b>	<b>100 %</b>	<b>101,3%</b>		<b>Total</b>	<b>122045,7</b>	<b>100 %</b>	<b>96,8 %</b>

Source(s) : Buletin statistic de comert international, nr. 12, 2023 -

[https://insse.ro/cms/sites/default/files/field/publicatii/buletin\\_statistic\\_de\\_comert\\_international\\_nr.12\\_2023.pdf](https://insse.ro/cms/sites/default/files/field/publicatii/buletin_statistic_de_comert_international_nr.12_2023.pdf)

## ANNEXE 4 – Échanges commerciaux bilatéraux

## Échanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte

	Export (Mio. CHF)	Variation (%)	Import (Mio. CHF)	Variation (%)	Solde (Mio. CHF)	Total (Mio. CHF)	Variation (%)
2019	1'076	36	783	4.1	293	1'859	20.2
2020	1'364	26.8	792	1.1	572	2'156	16
2021 (*T1)	1'584	16.2	866	9.3	719	2'450	13.6
2022	1'755	10.7	966	11.6	788	2'721	11.1
2022 (**T2)	1'761	10.9	1'000	12.4	761	2'751	11.4
2023 *	1'616	-7.9	1'030	6.6	586	2'646	-2.7
2023 (T2)	1'622	-7.9	1'076	7.6	546	2'698	-2.3

\*) Total « conjoncturel » (T1) : sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités ; \*\*Total 2: avec l'or en barres et autres métaux précieux, les pièces de monnaie, les pierres précieuses et semi-précieuses, ainsi que les œuvres d'art et les antiquités. Le total 2 avant 2012 ne comprend pas l'or, l'argent et les pièces.

<sup>19</sup> Variation par rapport à l'année précédente en %

**Composition du commerce bilatéral (2023, Total 2)**

<b>Exportations</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023*</b>
	(% du total)	(% du total)	<b>Total 2</b> (% du total)
1. Produits des industries chimiques et pharmaceutiques	65	67	58.7
2. Machines, appareils, électronique	17.1	14	19.2
3. Métaux	7	7	8
4. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	3.5	4	3.8

**Total : 1.616 mia CHF**

<b>Importations</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
	(% du total)	(% du total)	(% du total)
1. Machines, appareils, électronique	24	22	22.2
2. Textiles, habillement, chaussures	22	20	18.5
3. Métaux	15	15	13.1
4. Véhicules	9.8	13	16.3

**Total : 1.076 mia CHF**

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières

## ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

**Principaux pays investisseurs dans le pays hôte Année : 2022****Investisseurs immédiats (intermédiaires)**

<b>Rang</b>	<b>Pays</b>	<b>Investissements directs</b> (EUR, millions)	<b>Part</b>
1	Pays-Bas	23 606	22%
2	Allemagne	14 012	12,2%
3	Autriche	12 901	12%
4	Italie	8 150	8,4%
5	Chypre	6 809	6,2%
6	France	6 504	6%
7	Luxembourg	5 967	5,1%
8	<b>Suisse</b>	<b>5 668</b>	<b>4,3%</b>
9	Belge	3 017	3%
10	Grande Bretagne	2 857	2,4%
	<b>Total</b>	<b>107 944</b>	<b>100 %</b>

Source(s) : Banque nationale de Roumanie

« Investițiile străine directe în România, Raport anual 2022 » <https://www.bnr.ro/Investitiile-straine-directe-in-Romania---Raport-anual-2022-26832.aspx>

Le rapport de la BNR avec les données officielles sur les investissements étrangers en 2023 sera publié fin septembre 2024.